

Présentation du plan vélo : il va falloir pédaler vite et fort

Hier, le gouvernement a présenté son plan « vélo et marche » 2023-2027. Les crédits consacrés aux aménagements cyclables devraient être portés à 250 millions d'euros par an, et les aides à l'achat maintenues

Jean-Denis Renard
jd.renard@sudouest.fr

On peut juger de l'importance politique d'un sujet par l'aréopage réuni pour le lancer. En convoquant cinq ministres hier à Paris – Christophe Béchu (Transition écologique), Jean-Christophe Combes (Solidarité), Roland Lescure (Industrie), Clément Beaune (Transports) et Olivia Grégoire (Commerce et tourisme) – pour un premier comité interministériel « vélo et marche », Elisabeth Borne a voulu signifier que les « mobilités douces » n'ont rien d'anecdotiques. La Première ministre a un peu de suite dans les idées. Alors ministre des Transports, elle s'était attaquée au chantier par un premier « plan vélo », en 2018. 17 000 kilomètres d'itinéraires sécurisés ont vu le jour depuis le début du premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Grâce aux collectivités locales plus qu'à l'État.

Avec l'essor du vélo à assistance électrique, les gens sont prêts à passer une demi-heure en selle. C'est une alternative à la voiture »

L'annonce d'un second plan sur la période 2023-2027 correspond à une montée en gamme. Le gouvernement débloque 2 milliards d'euros au total, dont 1,25 milliard pour les aménagements cyclables (soit 250 millions par an). C'est à la fois beaucoup et fort peu pour lever le frein principal au développement de la pratique sur les trajets domicile/travail : l'in-



Cyclistes et piétons sur le vieux port de La Rochelle l'été dernier. XAVIER LEOTY / « SUD OUEST »

sécurité. « Aujourd'hui, avec l'essor du vélo à assistance électrique, les gens sont prêts à passer une demi-heure en selle. C'est une alternative à la voiture. En revanche, ils ne veulent pas passer une demi-heure à être doublés par des poids lourds sur une nationale », réagit Olivier Schneider, le président de la FUB, la Fédération des usagers de la bicyclette, qui représente de nombreuses associations locales. La moitié des trajets de moins de 5 kilomètres sont effectués en voiture.

80 000 kilomètres en 2027

Selon le gouvernement, l'enveloppe devrait permettre l'extension du réseau aménagé de

57 000 kilomètres de pistes fin 2022 à 80 000 kilomètres en 2027. L'objectif est fixé à 100 000 kilomètres en 2030. La FUB est d'accord sur le chiffre budgétaire au kilomètre. Mais elle espérait le double, soit 2,5 milliards investis sur la durée du mandat. « Je suis un peu déçu, mais je reconnais que le montant prévu par le gouvernement permet d'avancer. Il faudrait en dépenser la moitié sur 2023 et 2024 et revenir à la charge ensuite », estime Olivier Schneider. Celui-ci espère surtout la fin d'un saupoudrage qui ne changerait guère la donne sur l'ensemble du territoire national. Il mentionne un appel à projets à destination

des collectivités locales, que l'État vient de clore. 610 projets ont été reçus pour une dotation de 100 millions d'euros. « Même si on n'en retient que 300 à la fin du processus, ça ne fait pas beaucoup d'argent par projet », relève-t-il.

Concernant les infrastructures, une (grosse) partie de la réponse appartient aux collectivités locales. C'est leur initiative que des cofinancements peuvent être bouclés. Au mois de mars, le Département de la Gironde a ainsi présenté un « plan vélo » à 100 millions d'euros. Les villes ne sont pas en reste. Biarritz, sur la Côte basque, vient de rendre public son programme d'équipement pour la période

2023-2026. Nombre d'agglomérations sont en cours de réalisation d'un « plan » ou d'un « schéma cyclable » plus ou moins ambitieux. Le gouvernement compte notamment sur elles pour que les crédits en faveur de la petite reine atteignent 6 milliards d'euros sur la durée (2 milliards de l'État + 4 milliards). Ceci reste à voir...

Aides à l'achat prolongées

Autre levier décisif pour augmenter la fréquence de pédalage, les aides financières à l'achat. Le gouvernement fait état de 67 millions d'euros d'aides, versées à plus de 300 000 Français sur l'intervalle 2017-2022. Ces coups de pouce seront prolongés jusqu'en 2027. À partir de l'an prochain, ils seront aussi utilisés pour l'acquisition de matériel d'occasion, exclu jusqu'ici. Au global, 17 millions de vélos ont été vendus depuis 2017, dont 2,9 millions à assistance électrique.

Le gouvernement juge nécessaire d'accroître l'offre de stationnement, dont la maigreur reste un obstacle patent à la pratique dans nombre de lieux de vie. Parmi tant d'autres, les habitués des abords de la gare SNCF de Bordeaux Saint-Jean connaissent bien le problème. Selon Clément Beaune, 90 000 emplacements seront accessibles dans les gares les plus fréquentées en 2027, trois fois plus qu'aujourd'hui. Le gouvernement parie également sur la multiplication du stationnement sécurisé dans les bâtiments résidentiels et non résidentiels. Sur un versant plus sombre, il note la hausse du nombre des accidents dans lesquels des cyclistes sont impliqués. Il y répond par « l'incitation » au port du casque. Sans aller jusqu'à l'obligation.